



NOTICE D'INFORMATION POUR LE REMPLISSAGE DU PLAN D'ENTREPRISE

26 Janvier 2024

Cette notice est destinée à vous guider pour le remplissage du plan d'entreprise. Il vous est conseillé de la lire attentivement avant de compléter le plan d'entreprise. Si vous souhaitez davantage de précisions, veuillez contacter l'Unité Territoriale du département dans lequel est située votre exploitation agricole. Veuillez noter que les éléments figurant dans cette notice sont susceptibles d'être ajustés.

Le plan d'entreprise (PE) est une synthèse de l'étude de faisabilité. Il est établi par le candidat à l'installation, par ses propres moyens ou de manière accompagnée. Pour les candidats sollicitant la DJA (Dotation Jeune Agriculture), le plan d'entreprise constitue l'élément d'appréciation déterminant lors de la prise de décision d'attribution par les services de la Région Occitanie. Il permet également au candidat de s'approprier pleinement son projet notamment au travers de certaines rubriques consacrées aux motivations, aux conditions de réussite.

Objectifs du plan d'entreprise Les données figurant dans le PE sont issues d'une étude économique détaillée que le candidat doit avoir élaborée dans le cadre de son projet global d'installation. Il s'agit donc d'un document administratif de synthèse permettant de comprendre le projet d'installation envisagé, d'en apprécier la viabilité ainsi que la stratégie mise en œuvre pour y parvenir.

IMPORTANT : Le plan d'entreprise constitue l'élément d'appréciation déterminant lors de la prise de décision d'attribution des aides à l'installation. Son remplissage avec précision est donc indispensable. Le service instructeur peut solliciter le candidat afin qu'il fournisse toute pièce complémentaire afin de vérifier la pertinence et l'exactitude des informations versées au PE.

Table des matières

I.	RENSEIGNEMENTS SUR LE CANDIDAT.....	2
II.	LES CARACTERISTIQUES DU PROJET	2
III.	LA SITUATION INITIALE	9
IV.	EVOLUTION DU PROJET APRES L'INSTALLATION.....	13
V.	COMMENTAIRES ET CONCLUSION	17
VI.	MES ENGAGEMENTS	17
VII.	ANALYSE DU PE	17

I. RENSEIGNEMENTS SUR LE CANDIDAT

Vous devez compléter l'ensemble des informations personnelles demandées.

II. LES CARACTERISTIQUES DU PROJET

a) Nature et descriptif du projet

Informations générales sur le projet

Ces informations sont à fournir à la date d'installation.

Il convient de préciser s'il s'agit d'une création ou d'une reprise d'exploitation.

Il convient en outre de préciser s'il s'agit d'une installation individuelle ou sociétaire (et le cas échéant, en remplacement d'un associé ou en associé supplémentaire).

Il convient enfin de préciser si l'installation comme chef d'exploitation correspondra à une installation :

- à **titre principal (ITP)**, lorsque, dès la date de l'installation et jusqu'au terme du PE, le Plan d'Entreprise démontrera que le revenu agricole* du bénéficiaire est au moins égal à 50% de son revenu professionnel global*.
- ou à **titre secondaire (ITS)**, lorsque, à la date de l'installation, le Plan d'Entreprise démontrera que le revenu disponible agricole* du bénéficiaire est au moins égal à 30% de son revenu professionnel global*,
- ou dans le cadre d'un dispositif **d'installation progressive (IP)**,
 - si le candidat présente dans son Plan d'Entreprise un revenu disponible agricole* inférieur à 50 % des revenus professionnels globaux* à la date d'installation : il devra alors atteindre un revenu agricole au moins égal à 50 % du revenu professionnel global à l'issue du plan d'entreprise.

- ou s'il ne dispose pas, à la date d'installation, d'une exploitation de taille suffisante pour lui permettre d'être affilié à un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles. Il bénéficie alors d'un régime de protection sociale dérogatoire : il devra alors relever du régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles (et non plus à titre dérogatoire à l'issue du plan d'entreprise).

Installation à titre principal (ITP)	Ratio RDA/RPG prévisionnel $\geq 50\%$ annuellement sur les 4 années du PE ;
Installation à titre secondaire (ITS)	Ratio RDA/RPG prévisionnel $\geq 30\%$ annuellement sur les 4 années du PE ;
Installation progressive (IP)	Ratio RDA/RPG prévisionnel $\geq 50\%$ sur l'année 4 du PE

Les objectifs visés par le jeune

Expliquez les grandes lignes du projet que vous souhaitez mettre en œuvre et les réflexions qui ont conduit à sa définition. Précisez dans cette partie toutes les informations utiles à la compréhension du projet d'installation et de développement de l'exploitation agricole, ses conditions de création et/ou de développement, les changements de consistance apportés.

Nature (précisez si vous prévoyez une production issue de l'agriculture biologique ou si vous prévoyez d'adhérer à un SIQO) et volume de production :

Mentionnez les principales productions que vous envisagez de mettre en œuvre sur l'exploitation et toutes les informations utiles s'y rapportant (évolution notamment des productions des ateliers durant les 4 ans du plan d'entreprise et également si votre production sera/est issue de l'agriculture biologique ou si vous prévoyez d'adhérer à un SIQO).

a. Gestion stratégique de votre exploitation

Mode de commercialisation et clientèle principale :

Précisez les modalités envisagées pour la vente de vos productions telles que : vente directe, vente à une coopérative, contrat d'intégration, contrat de production, mise en place d'une démarche qualité...

Etude de marché :

Une étude de marché est obligatoirement demandée pour les projets d'installation avec des projets atypiques.

On entend par productions atypiques des productions ou activités spécifiques ou peu présentes sur le territoire, exemples : cuniculture, lama, CBD, héliciculture, vers à soie, houblon, etc.)

Attentes de l'étude de marché pour les productions atypiques :

1) La définition et la description de l'offre

- Quelle offre existante sur l'exploitation et quelle organisation du marché ?
- Type de produit ou de service proposé, ses particularités, son image : le concept.

2) Les tendances, enjeux et perspectives du marché visé

- Quelle est la dimension du marché (locale, départementale, ...), ses évolutions, ... ?
- Adéquation de l'offre avec le marché identifié ?

3) Clientèle visée – Zone de chalandise

- Où allez-vous vendre vos produits ?
- Quel est la taille, le profil de la clientèle sur cette zone ?
- Quels sont les besoins de vos futurs clients ? A quoi sont-ils sensibles ? Comment sont-ils susceptibles de recevoir votre offre ? Combien sont-ils ?

4) Vos concurrents : localisation et caractéristiques

- Inventaire des concurrents directs et indirects
- Quelle est l'offre des concurrents, en volume, en prix (relevé de prix non obligatoire)
- Quelle est leur stratégie commerciale ?
- Quels sont leurs points forts, leurs points faibles ?

5) Vos lieux et mode de distribution

- Comment et où allez-vous vendre vos produits ? (Modes et réseaux de distribution), précisez votre réflexion sur le choix de vos modes de commercialisation.
- Fréquence d'ouverture ? de livraisons ? commandes ? ...

6) Votre politique de prix

- Comment seront fixés vos prix ? Quelle sera leur évolution ?

7) Quelle communication pour faire connaître votre offre ?

- Moyens publicitaires mis en œuvre
- Quel budget pensez-vous y consacrer ?
- Avez-vous imaginé intégrer un réseau, créer un partenariat ?

Formation et suivi après l'installation :

Renseignez les actions de formation ou de suivi prévues après votre installation.

Accompagnement pré ou post-installation :

Cet accompagnement n'est pas obligatoire, sachez que vous pouvez retrouver les accompagnements sur [pour l'avenir de l'agriculture en occitanie - region occitanie.pdf \(laregion.fr\)](http://laregion.fr)

Vision de votre exploitation dans 5 à 10 ans :

La vision de votre exploitation est une projection dans le futur. Ici, il s'agit donc de vous préoccuper de l'avenir de votre future exploitation : Où voulez-vous aller (à long terme) ?

Votre vision impactera vos décisions dès le début, car vos actions serviront à bâtir et développer votre future entreprise.

La vision d'une entreprise peut être amenée à évoluer dans le temps, notamment avec l'évolution de la technologie, du contexte ou encore des opportunités de développement qui se présenteront dans le futur.

Pour rédiger votre vision d'entreprise, vous devez simplement répondre à la question suivante : comment imaginez-vous votre entreprise dans le futur ?

Cet exercice est à faire avec son(sa) partenaire et ses associé(e)s, s'il y a lieu. L'objectif, dans ce cas, est de déterminer si possible, une vision commune à laquelle se rallie les associés de l'exploitation. Plus une équipe a une vision homogène plus cette équipe sera soudée et efficace.

Votre vision doit être ambitieuse, précise et cohérente avec la mission de l'entreprise ainsi que ses valeurs. Sa définition doit tenir en une seule phrase.

Par exemple : « Être le producteur de tomates le plus rentable de mon département » ou « Je rêve d'une entreprise d'une cinquantaine de vaches au maximum, avec un employé permanent me permettant de prendre des vacances et des fins de semaine. D'autre part cette entreprise sera propre, bien organisée, peu endettée avec un troupeau reconnu dans le milieu. »

b. Charge et organisation du travail

Une bonne organisation du travail est essentielle pour une gestion optimale de l'exploitation.

Les bénéfices directs pour l'exploitation :

- maintien de l'efficacité au travail (productivité)
- baisse de la pénibilité et de la dangerosité du métier
- maintien voire amélioration des relations avec les autres acteurs et notamment les associés, salariés...
- conservation du sens donné au métier (agriculteur et éleveur).

Volume horaire moyen hebdomadaire à la fin de votre PE ?

Il s'agit à la fois d'harmoniser le travail sur l'exploitation avec les besoins des familles (jeunes enfants, épouses salariées à l'extérieur) et de consolider l'exploitation. Ici il est demandé votre volume moyen hebdomadaire moyen à la fin de votre 4^{ème} année.

Ex :

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
45 h/ semaine	45 h/ semaine	40 h/ semaine	39 h/ semaine

Donc sur mon PE je complète avec mes volumes horaire moyen prévisionnel sur la 4^{ème} année soit **39 heures**.

Organisation de votre travail (production, commercialisation) tout au long de l'année et lors de pic d'activité ?

Précisez l'organisation envisagée pour votre travail concernant la production et votre commercialisation tout au long de l'année. Si vous avez identifié des pics d'activités qui correspondent à des périodes où vous allez faire face à une forte demande, bien plus importante que durant le reste de l'année, préciser l'organisation adaptée qui sera envisagée.

Recours à l'emploi collectif, détaillez ci-dessous les modalités envisagées (recours au service de remplacement, aux salariés d'une CUMA, ou aux services d'un groupement d'employeurs par exemple) :

Si vous pensez avoir recours à l'emploi collectif détaillez ici les outils que vous souhaitez déployer au sein de votre exploitation.

Stratégie de mécanisation de votre exploitation (par exemple : CUMA, partage de matériel, etc.) pour réduire vos charges de mécanisation et améliorer vos conditions de travail :

Précisez la stratégie de mécanisation envisagée pour votre exploitation. Expliquer dans cette partie tous les outils que vous mettrez en place pour réduire vos charges de mécanisation et améliorer vos conditions de travail.

Pour alimenter votre réflexion, vous pouvez consulter la page du site <https://agriculture.gouv.fr/la-charge-de-mecanisation-des-exploitations-agricoles-0> qui a publié un rapport sur les charges de mécanisation des exploitations agricoles en vue d'améliorer leur compétitivité et faciliter la transition écologique ainsi que la chaîne YouTube de la FRCuma Occitanie, playlist « stratégies de mécanisation » <https://www.youtube.com/playlist?list=PLI16Z44eVIPkIEHKXynRorhUOivF1veQg>

INSTALLATION EN SOCIETE

Les conflits peuvent parfois compromettre la pérennité d'une exploitation. Il est donc essentiel de prévenir ces situations en essayant de tout mettre en œuvre pour favoriser son installation à plusieurs.

Volume hebdomadaire moyen de vos associés à la fin de votre PE ?

Il s'agit à la fois d'harmoniser le travail sur l'exploitation avec les besoins des familles (jeunes enfants, épouses salariées à l'extérieur) et de consolider l'exploitation. Ici il est demandé le volume moyen hebdomadaire moyen à la fin de la 4^{ème} année de l'ensemble de vos associés.

Ex :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
Associé 1	39 h/semaine	39 h/semaine	35 h/semaine	35 h/semaine
Associé 2	39 h/semaine	39 h/semaine	39 h/semaine	39 h/semaine
....				

Donc sur mon PE je complète avec les volumes horaire moyen prévisionnel sur la 4^{ème} année soit **37 heures**.

Sous quelles formes/conditions avez-vous réfléchi à la répartition du temps de travail, à votre organisation et au partage de responsabilité entre associés ?

Précisez la répartition du temps de travail envisagée entre associés et la part de responsabilité entre associés.

Si vous avez prévu des temps d'échanges dédiés et réguliers avec vos associés sous quelles formes les envisagez-vous ?

Précisez le type d'échanges prévus entre associés : points hebdomadaires, mensuels ou suivant les besoins. Précisez la forme envisagée à savoir si vous allez travailler avec des thématiques prédéfinies et structurées (stratégie, comptabilité, etc..) ou aborder les sujets suivant les besoins de l'exploitation au moment venu.

Avez-vous déjà réalisé ou avez-vous prévu de participer à une formation consacrée aux relations humaines dans les sociétés ?

Cette formation n'est pas obligatoire. Cependant elle vise le développement de l'individu afin qu'il puisse atteindre une meilleure qualité de vie en société. Un bon environnement social n'est pas celui où il n'y a pas de conflit, mais plutôt celui où, malgré les différences, l'individu parvient à fonctionner. Ainsi la formation permet d'aborder les motivations de chacun, ses besoins, ses valeurs propres, tout en clarifiant les notions de groupe, les objectifs communs pour l'exploitation agricole.

Comment avez-vous réfléchi aux modalités de partage des bénéfices et à la gestion des comptes courants associés ?

Précisez la gestion envisagée pour le partage des bénéfices ; précisez comment seront définis vos apports en compte courant d'associé (apport en numéraire, apport en outil d'exploitation (cheptel, stock, etc.))

c. Adaptation au changement climatique

La hausse globale des températures et les épisodes de canicule plus fréquents et plus élevés auront pour conséquence probable une atteinte plus fréquente des limites physiologiques des plantes et des animaux. Cette réflexion sur votre système de production face au changement climatique permet de répondre à une des priorités du jeune installé qui est de produire de manière durable.

Evolutions climatiques sur le territoire de votre exploitation

Quelles évolutions climatiques sont prévues à horizon 2050 sur votre exploitation ?

Pour alimenter votre réflexion, vous pouvez consulter la page du site de météo France Climat HD (données à l'échelle des anciennes régions) l'étude ORACLE Occitanie du site de la Chambre régionale d'agriculture ([Observatoire Régional sur l'Agriculture et le Changement climatique en Occitanie - Chambre d'agriculture Occitanie \(chambre-agriculture.fr\)](http://Observatoire.Régional.sur.l'Agriculture.et.le.Changement.climatique.en.Occitanie-Chambre.d'agriculture.Occitanie.chambre-agriculture.fr)), et la page ClimaXXI de votre Chambre départementale si elle existe ([Clima-XXI - Chambre d'agriculture Occitanie \(chambre-agriculture.fr\)](http://Clima-XXI-Chambre.d'agriculture.Occitanie.chambre-agriculture.fr)).

Comment pensez-vous pouvoir adapter vos modèles de productions, votre stratégie d'exploitation face au changement climatique identifié ?

Suite à l'analyse précisée ci-dessus précisez comment vous allez vous adapter face au changement climatique identifié ; par exemple : mise en place d'une diversification, allongement des rotations, croisement des races, nouvelles espèces ou races cultivées/élevées, nouvelles formes d'agricultures.

Besoin en eau de l'exploitation

Avez-vous sécurisé votre accès à l'eau sur votre exploitation ?

Précisez si votre exploitation aura accès par exemple au réseau public, à un forage, pompage ou sera alimentée par des prélèvements dans une réserve en eau.

Si votre production nécessite un fort besoin en eau, le SI pourra vous demander des éléments complémentaires afin de détailler votre accès à l'eau.

Est-il conforme aux attentes réglementaires ?

Précisez ici si les autorisations de prélèvements, attestations/ déclarations/ enregistrements/ autorisations de l'Etat ont été faites.

Quelles actions pensez-vous mettre en place afin d'optimiser et sécuriser l'utilisation de l'eau sur votre exploitation ?

Précisez si vous avez mis en place un système de récupération des eaux de l'exploitation (eaux de pluie, eaux de lavage), mise en place de haies (pour la préservation des eaux de surface et limitation de l'érosion), adaptation des variétés, races, économisation de l'eau par exemple.

d. Conséquences des aléas (autres que climatique) sur l'exploitation

Rubrique des aléas sur votre exploitation : précisez ici les aléas dont pourrait subir votre exploitation. Par exemple au niveau sanitaire (végétaux ou animaux), économique (prix de l'énergie, volatilité des prix), ou environnemental.

Rubrique risques et les conséquences pour votre exploitation, précisez par aléas identifiés les risques potentiels sur votre exploitation : perte de rendements, perte de qualité de la production, frais additionnels, forte variabilité du revenu agricole.

Rubrique actions que vous envisagez pour limiter ces risques et conséquences, précisez par aléas identifiés les actions que vous envisagez de mettre en place : l'installation de filets anti-grêle, méthanisation, agrivoltaïsme, inscrire une année d'aléa dans le plan d'entreprise, prévoir une hausse des charges, modernisation des bâtiments, rationaliser l'utilisation de l'énergie, diversification, diminution du recours aux intrants...).

L'engagement auprès d'une MAEC ou autre contrat environnemental n'est pas obligatoire.

Rubrique GIEE et réseau DEPHY fermes précisez, si vous le pouvez, les réseaux auxquels vous allez adhérer lors de votre installation. Le SI pourra prendre connaissance de votre réflexion auprès de ces réseaux : DEPHY ferme : [Le dispositif DEPHY FERME | Ecophytopic](#) et GIEE : [Régions - Collectifs Agroécologie \(collectifs-agroecologie.fr\)](#).

Rubrique CAD (Contrat d'Agriculture Durable), précisez si vous prévoyez de travailler sur un CAD <https://www.laregion.fr/Contrat-Agriculture-Durable-Public-Agriculteurs>

Comment envisagez-vous de gérer les difficultés que vous pourriez rencontrer à tire personnel (santé (physique ou psychologique), chute de vos revenus, crise financière/sanitaire) dans le cadre de votre activité de chef d'exploitation :

Précisez ici si vous avez envisagé par exemple : entraide agricole, entraide familiale, service de remplacement, assurance, prévoyance) ?

e. Bilan carbone

Précisez ici les actions envisagées pour réduire l'empreinte carbone si tel est le cas.

III. LA SITUATION INITIALE

La situation initiale correspondant à l'ensemble des éléments productifs, des investissements et améliorations préalables que le jeune doit acquérir ou réaliser pour démarrer son activité.

La réalisation de la situation initiale est obligatoire pour obtenir le certificat de conformité validant l'installation.

> les effectifs d'animaux ne doivent pas varier de plus de 25% par rapport à la situation initiale du PE.

> Les surfaces ne doivent pas varier de plus 25% par rapport à la situation initiale du PE.

Ces différentes possibilités de modifications sont cumulatives.

Par exemple, il sera possible de reconnaître installé un jeune qui justifiera de l'exploitation d'au moins 75 % du cheptel et d'au moins 75 % des terres au regard de la situation initiale du PE.

Les seuils maximums de variation des effectifs d'animaux et des surfaces de 25 % par rapport à la situation initiale du PE restent maintenus pour l'établissement du certificat de conformité. Il ne peut y avoir de demande d'avenant en cas de changement qui modifierait la variation des effectifs d'animaux ou la variation de la surface.

a. Structure de l'exploitation et investissements nécessaires au démarrage de l'activité

Dans cette rubrique, il vous est demandé de décrire l'ensemble des caractéristiques de l'exploitation et des moyens de production dont vous disposerez le jour de votre installation.

Le parcellaire

L'identification des parcelles par type de culture doit permettre d'apprécier les principales ressources parcellaires dont dispose l'exploitant lors de son installation. La SAU par type de culture est attendue.

Rubrique « Zone de localisation » précisez zone de plaine, défavorisée ou de montagne.

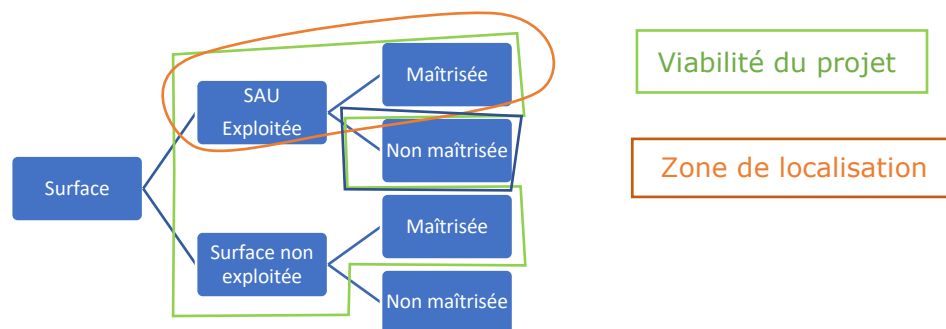
Dans la case commentaires vous pourrez l'utiliser et la compléter de tout renseignement que vous jugerez utile de porter à la connaissance du service instructeur.

	Type de culture (céréales, vignes, grandes cultures, prairies permanentes, culture pérenne, etc..)	SAU (ha)	Zone de localisation des parcelles (plaine, défavorisée, montagne)	Commentaires
SAU exploitée	Praires permanentes	2	Montagne	
	Grandes cultures	10	Plaine	Irrigation
Surface non exploitée	Bois	0,5	Montagne	

Définitions :

La zone de localisation qui conditionne le montant de base est calculée à partir de la SAU exploitée **et** maîtrisée. La maîtrise foncière sont les surfaces en propriété, en location (baux ruraux de plus de 9 ans), la mise à disposition, prêt à usage, commodat, bail SAFER, attestation de location, convention pluriannuelle pour les cas particuliers des zones de montagne les baux verbaux et foncier collectif sont pris en compte.

La viabilité du projet apprécié par le revenu disponible agricole prend en compte la totalité de la surface (SAU exploitée et surface non exploitée) **et** maîtrisée.



Définition SAU : Superficie agricole utilisée.

Elle comprend :

- les terres arables ;
- la superficie toujours en herbe (STH) ;
- les cultures permanentes (vignes, vergers, plantes aromatiques...) ;
- les surfaces bois pâturé si la surface sous-bois est à prédominance herbagère (SPH) ou à prédominance ligneuse (SPL)
- les surfaces en jachère, parcours et landes, si exploités.

Elle n'inclut pas les bois et les forêts.

Cette SAU est non pondérée.

Objectif :

Au moment du dépôt de la demande et au moment de la demande de 1^{re} paiement, le SI vérifie que le foncier se situe en zone de montagne ou zone défavorisée.

Le SI vérifiera la cohérence du tableau grâce aux documents joints lors de votre demande d'aide :

- documents fonciers de l'ensemble des surfaces présentées dans le PE (Projets/promesses d'actes : achat, bail, commodat, convention d'occupation précaire, convention de mise à disposition ou autres actes assimilés).

Il sera vérifié la localisation du siège social et que 80% des surfaces que le demandeur prévoit d'exploiter se situent en zone défavorisée ou de montagne pour pouvoir bénéficier du montant correspondant à ces zones.

Maitrise foncière	SAU	Commentaires	
Propriété			
Location par baux de 9 ans ou plus			
Mise à disposition, prêt à usage, commodat, bail SAFER, attestation de location, convention pluriannuelle.			
Cas particuliers pour les zones de montagne : Baux verbaux et foncier collectif			

Autre foncier (non maîtrisé)	SAU	Commentaires
Baux verbaux		
Foncier collectif (droit d'accès aux estives)		

Rubrique « Maitrise foncière » il s'agit ici de préciser pour chaque type de maitrise foncière la SAU.

Les documents de maitrise foncière seront demandés.

Ces éléments seront également utilisés pour calculer les montants de base associés aux zones d'installation.

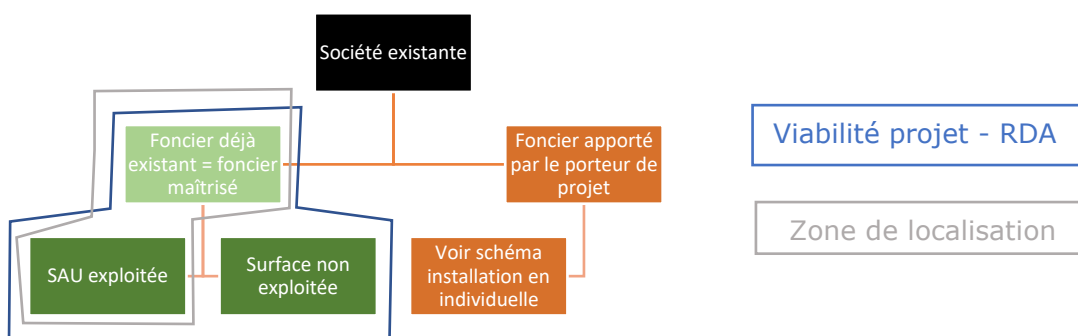
Rubrique « Autre foncier » il convient de préciser sur le PE si vous disposez de ce type de foncier. Ces derniers ne seront pas comptabilisés dans la SAU (Zone d'installation ou hors cadre familial) au niveau de la DJA.

Pour les installations en société existante :

Pour les porteurs de projet s'installant dans une société déjà existante :

Le foncier déjà exploité avant l'installation par les exploitants associés sera considéré comme du foncier maîtrisé.

Exemple : un jeune rentre dans un GAEC qui exploite 200 ha. Si le jeune apporte 40 hectares de location il devra justifier des 40ha apportés. Pour le reste des 160 hectares il devra justifier via la déclaration PAC ou le parcellaire MSA. Il ne sera pas demandé la totalité des actes foncier sur les 200 ha.



Quelles sont d'après-vous les améliorations à réaliser sur vos parcelles (irrigation, drainage, Infrastructure agroécologique...) et condition de réalisation (contrats, quota, exploitation en agriculture biologique avant reprise ...) ?

Les améliorations à mentionner peuvent être de nature variée. Il peut s'agir de modes d'irrigation ou de drainage, du développement des infrastructures agroécologiques (bandes enherbées, zone de régulation écologique...), des équipements mis en place (aire de lavage, etc ...). Cette liste n'est pas limitative et pourra être utilement complétée de tout renseignement que vous jugerez utile de porter à la connaissance du service instructeur.

Le cheptel

Type d'animaux à préciser pour les reproducteurs et ateliers spécialisés	Nombre à la date d'installation	Commentaires
.....
.....
(...)	(...)	(...)

Rubrique « Type d'animaux » : mentionnez seulement les reproducteurs ou les ateliers spécialisés (atelier d'engraissement, gavage par exemple).

Rubrique « Nombre à la date d'installation » : ce nombre est égal aux animaux repris à l'ancien exploitant additionné du nombre d'animaux achetés à l'extérieur et pour les cas particuliers précisez l'accroissement interne.

Rubrique « Commentaires » Mentionnez les contrats de production, les quotas, etc... détenus.

<u>Bien-être animal</u>	
Avez-vous rempli l'autodiagnostic sur le site : https://agriculture.gouv.fr/pacte-biosecurite-bien-etre-animal-en-elevage ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
<small>L'objectif de ces diagnostics est de permettre aux éleveurs d'investir pour renforcer la prévention des maladies animales et améliorer les conditions d'élevage pour plus de bien-être animal.</small>	

Rubrique « Bien-être animal », si vous avez rempli un auto-diagnostic vous pouvez compléter cette case.

La conformité de l'installation par rapport au projet est enfin appréciée en vérifiant la cohérence des pièces produites lors de la demande de paiement par rapport aux éléments figurant dans la demande d'aide et le plan d'entreprise, et notamment le respect du cheptel prévu dans le cadre de la situation initiale du plan d'entreprise : ces vérifications se font sur la base, notamment, des factures fournies par le bénéficiaire pour les animaux reproducteurs

Définition :

Animaux reproducteurs : vaches allaitantes, vaches laitières, taureaux, truies, verrats, brebis, béliers, chèvres et boucs. Pour les ateliers d'engraissement et pour les ateliers de volailles ou de production par bandes d'animaux, le niveau d'activité de l'atelier peut être constaté à travers les déclarations de mise en place et/ou les factures d'achat au moment du démarrage de l'atelier.

Bâtiment

Rubriques « Nature du bâtiment » préciser l'utilisation du bâtiment telle que hangar, élevage, laboratoire, auberge...

Rubrique « Utilisation prévue à la date d'installation », vous devez préciser la nature de l'utilisation (Stabulation, stockage, laboratoire, etc.)

Rubrique « Fonctionnalité / Etat », vous devez préciser si dans quels états sont vos bâtiments et de préciser le cas échéant dans la rubrique « Travaux à réaliser » si vous devez les mettre en état ou aux normes, de préciser si besoin les constructions à venir.

Exemple :

Nature du bâtiment (hangar, élevage..)	Utilisation prévue à la date d'installation (Stabulation, stockage, laboratoire ,etc.)	Fonctionnalité / État	Localisation (Commune et Lieu-dit)	Travaux à réaliser ou type de bâtiment pour construction neuve	Mode d'exploitation (location, propriété ou autre)
Hangar	Stockage de foin	Bon état	Campan	Ras	Propriété

Au moment de la demande d'aide, le SI vérifiera que le bâtiment soit présent sur les actes (demande permis de construire, tunnel sur le bail, etc.)

Matériel

Nature du matériel nécessaire au démarrage de l'activité (tracteur, pulvérisateur, cuve, presseoir, épandeur...)	Type de propriété (en propre, en collectif (CUMA))	Matériel repris ou acheté ?	Etat du matériel (neuf, fonctionnel ou à changer)	Préciser si le renouvellement est prévu dans les 4 ans

Rubrique « nature du matériel pour le démarrage de l'activité » ici il est demandé de précisez quel est le matériel nécessaire au démarrage de l'activité. Il n'est pas utile d'établir une liste totalement exhaustive des matériels, l'objectif visé étant de connaître les principaux équipements nécessaires aux productions envisagées sur l'exploitation. Ces matériels devront apparaître à nouveau dans le tableau 'Investissements nécessaires au démarrage de l'activité'.

Rubrique « Type de propriété » il est demandé de préciser la propriété du matériel noté dans le tableau.

IV. EVOLUTION DU PROJET APRES L'INSTALLATION

a. Informations générales pendant les 4 années du plan d'entreprise

Main d'œuvre permanente (ensemble des actifs) :					Main d'œuvre temporaire (saisonniers, groupement des employeurs)		
Statut MSA	Age	UTA à la date d'installat°	UTA (N3)	UTA (N4)	UTA à la date d'installat°	UTA (N3)	UTA (N4)
---	---	---	---	---			
---	---	---	---	---			
(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	---	---	---

Cette partie est à compléter en précisant les actions à réaliser pour garantir le chiffre d'affaires mais également les éléments relatifs à la main d'œuvre et au développement de l'exploitation.

La vision en N0 permet au SI d'avoir une vision de la situation au moment de l'installation.

		A l'installation = N0	N 1	N 2	N 3	N 4
Répartition parts sociales (%)	JA					
	Associé a					
	Associé b					
	Groupe des associés non exploitants					
Rémunération du travail (€)	JA					
	Associé a					
	Associé b					
	Groupe des associés non exploitants					
Répartition du résultat (%)	JA					
	Associé a					
	Associé b					
	Groupe des associés non exploitants					
Comptes associés (€)	JA					
	Associé a					
	Associé b					
	Groupe des associés non exploitants					

b. Le scénario principal

Ce scénario est élaboré sur la base d'hypothèses de conjoncture « normale » ou « moyenne ». Les investissements sont positionnés en fonction de la date probable des investissements de renouvellement ou d'une étape de développement de l'activité prévue.

Subventions, Primes et droits à produire

Le PE précise les primes et droits à produire de l'exploitation reprise ainsi que les demandes de subventions sollicitées.

Les ateliers

Un atelier se définit par la nature de la production.

Exemple : en élevage laitier, l'atelier lait comprendra une colonne pour le lait vendu à la coopérative, une autre pour le lait en vente directe, une pour les vaches de réforme et une pour les veaux.

Il pourra être admis, qu'un atelier spécifique ne soit créé que si les vaches de réforme ou les veaux font l'objet d'une valorisation particulière.

L'objectif de remplissage est de rendre plus lisible la constitution de la marge brute de l'atelier.

Les Soldes Intermédiaires de Gestion (SIG)

Le Revenu Professionnel Global (RPG) est constitué de la somme du Revenu Disponible Agricole (RDA) et des revenus professionnels extérieurs à l'exploitation.

Les activités à retenir pour l'établissement du RDA :

Le RDA est constitué des revenus issus des activités suivantes et doit être issu à minima à hauteur de 50% des produits agricoles définis comme suit :

- **La production primaire** : produits du sol et de l'élevage directement issus de l'exploitation, y inclus les aides PAC
- **La vente des produits transformés** sur l'exploitation et réalisés à partir de produits provenant de l'exploitation,
- **Les activités de préparation et d'entraînement** des équidés domestiques en vue de leur exploitation (les revenus non pris en compte sont détaillées en annexe de l'appel à projet).

Les produits tirés des activités de diversification dans le prolongement de l'exploitation ou ayant pour support l'exploitation (par exemple chambres et tables d'hôtes, campings à la ferme, fermes et visites pédagogiques, etc.) sont également intégrés dans le calcul du revenu disponible agricole ; cependant, ces produits ne peuvent pas représenter plus de 50% des produits totaux de l'exploitation.

Les revenus issus d'une activité de diversification exercée dans une structure différente de celle de l'exploitation agricole sont considérés comme des revenus professionnels extérieurs : ils ne sont donc pas comptabilisés dans le RDA. Ainsi, les activités touristiques entrent dans le calcul du RDA lorsqu'elles ont pour support l'exploitation, à condition de ne pas être externalisées dans le cadre d'une autre société, notamment commerciale.

➔ Dans le cadre de la DJA, le revenu disponible agricole devra être au moins égal à un SMIC par chef d'exploitation si installation à titre principal (ou 1/2 SMIC si installation à titre secondaire) en année 4.

Le calcul s'établit de la façon suivante :

■ **Installation individuelle** : EBE + produits financiers CT - remboursement des annuités des emprunts LMT - Frais financiers des dettes CT

■ **Installation sociétaire** : EBE + produits financiers CT + rémunération du travail des associés exploitants + revenus des fermages et mises à disposition foncier et bâtiments détenus en propriété par les associés exploitants - remboursement annuités des emprunts LMT de la société - frais financiers des dettes CT - annuités des emprunts LMT contractés à titre personnel par le jeune agriculteur et les associés exploitants - impôts fonciers et assurances à la charge des associés exploitants pour le foncier et les bâtiments mis à disposition ou loués à la société - rémunération du capital des associés non exploitants (y compris part des bénéfices distribués) / **Nombre d'associés exploitants.**

Si un projet d'installation s'appuie sur plusieurs entreprises agricoles de production, le revenu disponible agricole est constitué par la somme des RDA issus de ces sociétés.

Les revenus professionnels extérieurs à l'exploitation (revenus professionnels non agricoles) :

Les revenus professionnels non agricoles correspondent à des revenus professionnels qui sont extérieurs à l'exploitation. Le montant de ces revenus est vérifié à partir de l'avis d'imposition (déduction faite de l'abattement des 10% ou des frais réels).

Sont considérés comme des revenus professionnels extérieurs à l'exploitation (revenus professionnels non agricoles) :

- Les revenus issus d'activités salariées, artisanales ou libérales
- Les revenus tirés de prestations de services (dont honoraires et autres rémunérations perçues par les experts agricoles)
- Les revenus tirés des activités d'entreprises de travaux agricoles
- Les revenus issus d'activités touristiques ne correspondant pas à des prestations de services.

Les revenus suivants ne sont pas comptabilisés dans le revenu professionnel global du bénéficiaire :

- Les retraites et indemnités Pôle emploi, y compris l'aide aux créateurs ou repreneurs d'entreprise (ACRE)
- Le revenu de solidarité active (RSA)
- Les indemnités perçues au titre des mandats professionnels, politiques, ou syndicaux
- Les dédommagements perçus par les secrétaires d'assurances mutuelles agricoles ou les administrateurs de banques à caractère mutualiste agricole
- Les revenus tirés de locations non agricoles
- Les placements mobiliers

Les revenus des activités équine/asine :

Les activités générant des revenus agricoles concourant au financement FEADER (activités équine/asine) :

- > La vente des produits de l'élevage (vente de chevaux, de juments et de poulains issus de l'élevage, vente d'ânes, d'ânesses et d'ânonnés issus de l'élevage, vente de lait de juments et d'ânesses issues de l'élevage) ;
- > les activités liées à la reproduction telles que les saillies, les inséminations artificielles et les transferts d'embryons.
- > L'entraînement des chevaux de course
- > Les activités de dressage, de débouillage des jeunes chevaux ;

Les activités ne générant pas de revenus agricoles (= revenus professionnels extérieurs à l'exploitation)

- > La pension des animaux si celle-ci s'accompagne d'une mise en valeur par l'exploitant (par exemple la participation à des concours) ;
- > Les activités de centres équestres (cours d'équitation, prise en pension, location des animaux à des fins de randonnées et de promenades) ;
- > L'équithérapie
- > Les activités de spectacle ;

- > Les activités de service telles que le débordage, le travail dans les champs et autres travaux agricoles et forestiers, non éligibles et qui doivent être prises en considération uniquement pour apprécier le revenu professionnel global du candidat ;
- > Les gains de course ;
- > La mise en pension sans mise en valeur ;
- > Le gardiennage sans préparation et entraînement des équidés ;
- > Le transport d'équidés.

Les objectifs du PE

Le PE doit présenter un objectif de revenu supérieur ou égal à 1 SMIC en 4^e année. Le projet doit donc apporter des objectifs concrets permettant de justifier de l'augmentation de revenu. Il doit donc prévoir, soit des investissements ayant pour objectif d'augmenter la production ou la diversification, soit des objectifs qualitatifs (label, signe de qualité...), soit de développement des ventes (vente directe ; contrats...). L'importance de ce projet doit permettre de conclure à la viabilité de l'exploitation. Il convient par ailleurs de rappeler que le démarrage du plan d'entreprise ne peut être antérieur au dépôt de la demande d'aides à l'installation. Toutes les conditions de la situation initiale du PE ne peuvent donc être réunies à la date de dépôt de la demande d'aides à l'installation.

Les informations économiques

Ces informations sont à établir sur la base des données de l'étude économique. Ils montrent la solidité financière du projet.

Le calendrier des investissements

Il s'agit de faire figurer au tableau les investissements prévus sur les 4 premières années d'activité.

V. COMMENTAIRES ET CONCLUSION

« Motivations du demandeur » est obligatoire L'instruction du dossier est stoppée en cas de non renseignement ou de renseignement confus. Le jeune devra fournir un PE modifié.

« Points de vigilance et conditions de réussite » obligatoire L'instruction du dossier est stoppée en cas de non renseignement ou de renseignement confus. Le jeune devra fournir un PE modifié.

« Autres obligations réglementaires » optionnel.

Les informations contenues dans ces cadres doivent être en cohérence avec les autres données figurant au PE.

VI. MES ENGAGEMENTS

Le plan d'entreprise constitue l'élément d'appréciation déterminant lors de la prise de décision d'attribution des aides à l'installation. Son remplissage avec précision est donc indispensable. Le service instructeur peut solliciter le candidat afin qu'il fournisse toute pièce complémentaire afin de vérifier la pertinence et l'exactitude des informations versées au PE.

VII. ANALYSE DU PE

LES CADRES LIBRES

Le modèle de PE présente des parties ouvertes dans la rédaction. L'objectif est de permettre une approche qualitative et personnalisée du projet du jeune agriculteur. A cet effet, le renseignement de certains cadres est obligatoire quelle que soit la nature du projet, d'autres sont optionnels en fonction de l'installation projetée.

LES DONNEES UTILISEES

Le PE mentionne les investissements nécessaires à la réalisation du projet. Il est établi sur la base de données économiques et techniques habituellement constatées sur le territoire d'installation. Si les données s'écartent de ces valeurs, le candidat devra pouvoir le justifier. La référence aux données de l'exploitation reprise pourra être prise en compte pour apprécier le volet économique du PE.

Le PE précise également les droits à primes et/ou à produire de l'exploitation reprise et les demandes d'attributions nouvelles intégrées à l'analyse économique formulées par le candidat. Seuls les droits repris et les droits théoriques attribués à l'installation en se fondant sur une prévision réaliste seront pris en compte pour décider de l'attribution des aides à l'installation. Les réformes des aides de la PAC ne sont prises en compte que si leur impact est clairement identifié ou connu. A défaut, il sera retenu l'historique des différentes aides sollicitées.

Les données contenues dans le PE doivent être réalistes, fiables et cohérentes.